

L'Archipel de l'écologie et des solidarités

Initié en 2020 par des militants politiques ou associatifs, issus de différents courants, l'Archipel de l'écologie et des solidarités* (AES) s'est donné pour but de relier tous les acteurs politiques en vue de consolider une démarche commune fondée sur une conviction partagée : la bifurcation démocratique, sociale et écologique de la société française ne pourra advenir qu'associée à une victoire électorale nationale issue d'un mouvement politique crédible et portée par une large diversité d'organisations et de personnalités. Cette condition, sans doute insuffisante, est une nécessité pour permettre la généralisation et le développement des initiatives particulières ou locales par de nouvelles politiques publiques à la hauteur des enjeux.

Au sein de l'archipel de l'écologie et des solidarités, notre travail vise à identifier des thèmes et des campagnes qui pourraient faire l'objet de futures mobilisations populaires, en vue d'aboutir à une nouvelle société écologiste et humaniste. En ce sens nous cherchons à la fois à provoquer des rencontres, à provoquer des débats, à résoudre les désaccords et à synchroniser les actions de différents pôles militants existants, qu'ils soient associatifs, syndicaux, politiques, culturels, ou médiatiques.

** Un archipel est un rassemblement d'organisations et de personnalités, qui s'est organisé pour faire force en respectant la pluralité des identités, en évitant toute tentation hégémonique. C'est un espace de réflexion, de proposition, de publication pour donner de la visibilité aux idées qui émergent au sein de la société.*

ISBN 978-2-9596361-0-3



Prix : 5€

Manifeste Pour la coopération en politique

**Comment faire l'union vers la transformation
démocratique, écologique et sociale**

Collectif de l'Archipel de l'écologie et des solidarités



Manifeste Pour la coopération en politique

**Comment faire l'union vers la transformation
démocratique, écologique et sociale**

Collectif de l'Archipel de l'écologie et des solidarités

Remerciements

Nous tenons à remercier les membres du groupe « Alternative 2027 » de **l'Archipel de l'écologie et des solidarités** qui ont participé aux débats et réflexions en vue de la rédaction de ce Manifeste,

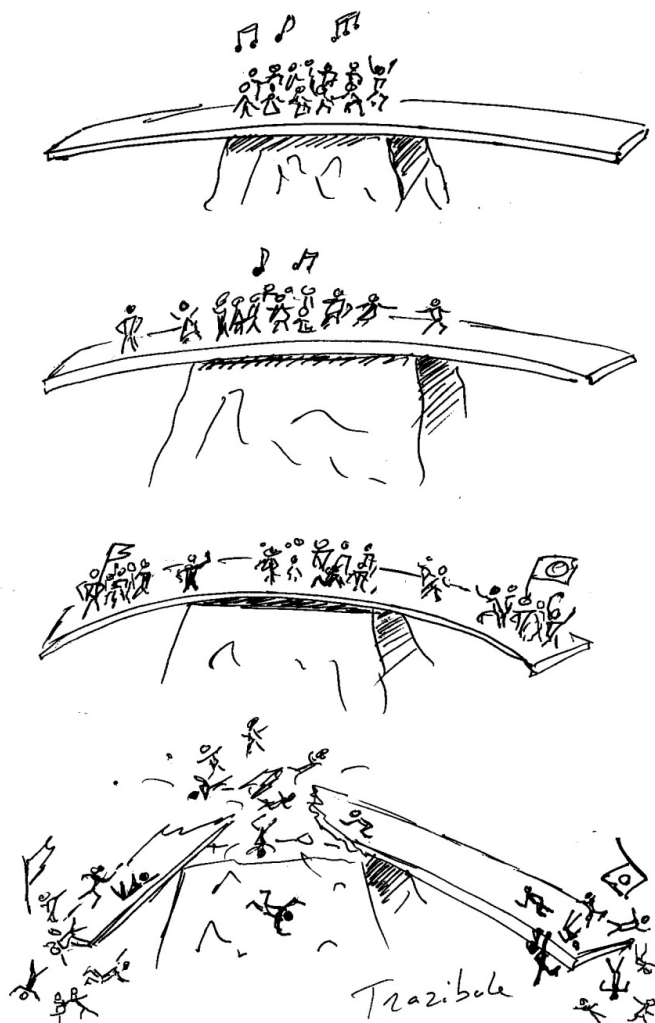
Et plus particulièrement les relecteurs, Denis GUENNEAU, Thierry MERLE, Bernard MARTIN, Boris CLARET et Alain PERSAT (également auteur des dessins)

Ainsi que Anne HESSEL pour sa Préface et Patrick VIVERET pour sa vision de la « société civique ».

Les animateurs du groupe « Alternative 2027 » :

Denis GUENNEAU et Denis LOUVIOT (rédacteur).

Vous n'en avez pas marre des échecs ?



Devise Shadock :

Plus ça rate, plus on a de chance que ça marche.

Préface

Anne HESSEL

Je fais partie de cette génération de l'après-guerre, du CNR, des premiers votes des femmes, des premiers citoyens protégés par les Nations Unies, la génération qui pensait : « plus jamais ça ! ». Plus jamais le fascisme, plus jamais la guerre, plus jamais l'extermination, le génocide... Bien sûr la reconstruction a été longue et difficile. Bien sûr la décolonisation n'a été ni facile ni sereine. Mais la création des Nations-Unies nous a fait croire que nous étions à l'abri, et que tous les signataires respecteraient scrupuleusement les Droits de L'Homme.

Nous pensions qu'il était temps de vivre des jours heureux !

Le temps présent n'est plus tout à fait le même. Les menaces se sont précisées : nous savons que les guerres ont continué à être dévastatrices, avec des exterminations génocidaires et des destructions massives. Le précédent de l'utilisation des bombes nucléaires à Hiroshima et à Nagasaki rend imaginable une utilisation de ces armes, devenues incroyablement plus puissantes et beaucoup plus répandues.

Le dérèglement climatique, à peine imaginé dans les années cinquante, est devenu totalement présent, avec son cortège de catastrophes, d'appauvrissement, de désertifications, d'inondations, d'inévitables migrations... et la promesse qu'il s'aggrave de plus en plus vite !

Les partis politiques ont perdu beaucoup d'adhérents et ne constituent plus un « vivre ensemble » de citoyens préoccupés du bien commun. Ils sont devenus des institutions de promotion d'un chef de file, se pensant promis à un destin national, entraînant derrière lui des citoyens dans un concours de promotions individuelles. Les institutions sont asservies et le verdict des urnes est méprisé. La verticalité des décisions politiques est devenue inacceptable.

Comment réapprendre à penser la vie citoyenne, ensemble, en responsabilité et avec l'exigence de s'écouter, de se respecter, de s'enrichir des expériences des uns et des autres ?

Depuis le début de ce vingt et unième siècle sont apparues de petites formations à caractère politico-associatif qui décident de fonctionner hors du suprémacisme. Des citoyens, engagés, qui veulent construire des cadres de réflexion, de proposition, de mise en œuvre d'organisation sociale. Faire de la politique autrement en invitant les citoyens à être concernés et attentifs, à se savoir aussi forces de proposition et de réalisation. Des groupes sont nés, sous la forme d'archipels, ressemblant aux clubs de réflexion qui ont fleuri après la révolution française, permettant aux citoyens de réfléchir ensemble à la politique de la commune, du pays, de l'Europe, voire du monde et de travailler sur des projets communs. Ces archipels sont, hélas, souvent restés confidentiels.

Cependant ils contiennent l'exigence d'évoluer pour faire l'union politique. Nécessaire pour faire face aux défis actuels, elle implique d'innover sur la manière dont les citoyens peuvent y participer.

Le projet de ce manifeste est de tirer toutes les leçons de ces dernières années, afin de changer les pratiques élitistes de la politique, de s'écouter, de s'entendre et de se respecter.

N'oublions jamais qu'il faut de l'optimisme pour entreprendre, et de l'obstination pour persévérer et, peut-être, réussir ! Je nous souhaite que ces deux moteurs nous accompagnent.

Anne Hessel

Sommaire

Introduction	page 9
Une culture politique ambiante fondée sur la compétition	page 11
La personnalisation du pouvoir	page 13
Les causes de la désunion des forces progressistes	page 15
L'intransigeance	page 15
La recherche de l'hégémonie	page 17
L'ignorance des « petits partis »	page 18
Les objectifs de notre démarche	page 19
Premier objectif	page 20
Deuxième objectif	page 21
Troisième objectif	page 22
Que faudrait-il faire pour y parvenir ?	page 23
Prendre l'initiative de listes ouvertes	page 23
En priorité négocier les clefs de répartition	page 24
Le programme d'abord, les porteurs ensuite	page 25
Un accord de législature / mandature	page 27
Un gouvernement d'avance	page 28
Une Présidence discrète	page 29
Conclusion	page 30
Extrait de « propositions pour éclairer nos échanges »	page 32
Patrick VIVERET	

Mieux vaut être second d'une équipe gagnante que premier d'une équipe perdante.

Introduction

Invariablement depuis 2017, trois quarts des électeurs et électrices de la gauche écologiste et sociale en appellent à une stratégie de rassemblement aux différentes élections, pour reprendre le pouvoir et relancer une politique de justice sociale et de transformation écologique. Cette exigence a été chaque fois déçue d'une façon ou d'une autre depuis quatre décennies et a poussé au désespoir une grande partie de cet électorat, en particulier les plus modestes, maltraités par les politiques ultralibérales et répressives et de plus en plus privés du recours salutaire aux services publics et à la protection sociale.

Le désintérêt pour la politique qui en découle se traduit soit par la montée de l'abstention soit par un vote désabusé pour les extrêmes ou les plus clivants tribuns. Le plus désolant est que cette perte de confiance en l'avenir conduit certains d'entre eux à voter, sans conviction idéologique, mais dans le simple souhait « d'essayer autre chose », pour une extrême droite et des partis réactionnaires qui les enfument par un discours pseudo-social ou de défense du modèle occidental, alors que leur arrivée au pouvoir ne ferait qu'aggraver terriblement leur détresse et leurs conditions de vie. Nous en avons pour exemple le Brexit, plébiscité par les catégories sociales victimes de la politique ultra-libérale de Thatcher, qui a provoqué par la suite une dégradation encore plus forte de la situation des mêmes catégories sociales précisément.

A l'occasion des élections de 2022 et 2024, plusieurs initiatives et de nombreux appels à l'union la plus large possible de toutes les forces écologistes et sociales ont été émis par divers « petits » partis émergents et organisations non-partisanes, syndicats, mouvements citoyens, collectifs et associations, sans résultat vraiment satisfaisant, les partis « historiques » faisant la sourde oreille à toute proposition qui ne sert pas leur objectif d'hégémonie et qui les confronterait sans doute à une exigence de plus de démocratie dans les relations au sein de ce rassemblement ouvert. Certes ces partis dominants tiennent aussi un discours d'appel à l'union, mais il s'agit toujours d'union « derrière nous » et non d'union « avec », au sein d'une initiative plurielle. C'est au contraire cet objectif d'union coopérative que

souhaite promouvoir ce Manifeste, qui ne cherche pas à « fixer » les solutions, mais à donner un cadre général pour la stratégie de construction de l'alliance, stratégie qu'il est nécessaire d'élaborer collectivement dès maintenant.

Ce Manifeste s'adresse donc à celles et ceux qui aspirent depuis longtemps à la mise en œuvre d'une politique qui développe un projet de société émancipateur, pour faire face à l'urgence de la transformation sociale, écologique, démocratique et économique et sont ulcérés de souffrir, depuis plusieurs décennies, de la dégradation régulière de leurs conditions de vie.

Les deux épisodes électoraux de mi-2024 ont démontré l'échec des forces politiques de tous bords à changer leurs pratiques et à faire évoluer le modèle social vers des « jours heureux ».

D'une part, la concentration toujours plus poussée du pouvoir autour de la personnalité du Président de la République l'a conduit à se comporter comme le « grand ordonnateur » des affaires publiques et à abandonner son rôle de garant des institutions, fidèle à leur « esprit », pour devenir bricoleur des dispositions qui lui permettent de verrouiller ses choix antérieurs, quitte à donner le pouvoir à des forces encore plus réactionnaires. En agissant ainsi, il a ouvert une période d'instabilité forte, résultat inverse de celui prétendument recherché, en attisant les feux mal éteints du mécontentement populaire.

D'autre part, les forces politiques de la gauche écologiste et sociale ont persisté dans les erreurs qui les privent de l'accès au pouvoir et ont confirmé leur incapacité à s'unir assez largement et efficacement pour y parvenir ensemble, au grand désespoir de citoyens de plus en plus en colère, désabusés ou désorientés, dont certains se laissent séduire par les fausses promesses démagogiques de l'extrême droite.

C'est pour cela, qu'au-delà de l'analyse nécessaire des dysfonctionnements démocratiques, qui à terme nécessiteront une réforme constitutionnelle, nous souhaitons proposer des axes de réflexion et d'action collective pour construire un cadre et une méthode qui permettent de créer un collectif victorieux aux prochaines échéances électorales et de reprendre le pouvoir contre les forces réactionnaires et sectaires.

Une culture politique ambiante fondée sur la compétition

La dérive des pratiques politiques dans le cadre des institutions de la Ve République a conduit aujourd'hui à un dévoiement de notre démocratie, qui devient peu à peu le simple habillage trompeur d'un exercice autocratique et de plus en plus autoritaire du pouvoir. L'élection présidentielle a été progressivement placée au centre de la vie politique, au détriment de tous les autres scrutins et du fonctionnement des institutions qui en ont été rendues dépendantes. L'Assemblée Nationale, les collectivités et les corps intermédiaires se sont vus de plus en plus marginalisés et méprisés par un pouvoir exécutif technocratique et centralisé.

Ce sont pourtant les élections législatives qui doivent conduire à déterminer les orientations de la politique à mettre en œuvre et la composition du gouvernement. En réalité, tout est fait pour qu'elles ne servent qu'à donner une majorité parlementaire aux ordres de la Présidence, surtout depuis l'inversion du calendrier, dont c'était l'objectif, au nom de la sacro-sainte nécessité de la stabilité politique. Et lorsque l'Assemblée Nationale, à l'issue de la dissolution de juin 2024, se trouve dépourvue de majorité absolue, la classe politique toute entière est déstabilisée et le Président aux abois se prête à toutes les compromissions pour éviter la remise en cause de sa politique ultralibérale.

La recherche de la majorité absolue pour une seule formation a progressivement réduit la vie politique à une compétition entre les partis. Les règles actuelles de leur financement public, dépendant de leurs résultats aux élections législatives, impriment dans les institutions cette culture de compétition, en les incitant à présenter des candidatures séparées et en rendant plus délicate la répartition équitable des financements au sein d'une alliance, surtout si cela doit se faire sous la coupe d'un parti hégémonique. Et on retrouve les mêmes effets négatifs de cette culture dans toutes les strates de la vie politique, locale et nationale.

Cela entrave le développement de la culture de coopération, active dans de nombreux pays européens, qui permet à des formations alliées dans un gouvernement de faire exister un débat contradictoire et une concertation de toutes les parties prenantes.

Au contraire, en France, on considère comme une réussite d'avoir pu imposer des mesures présentées comme solution unique, le fameux TINA, « There Is No Alternative », initié par Mme Thatcher. Et cela justifie de passer en force s'il le faut, en ignorant les difficultés ressenties au quotidien par une majorité de citoyens, considérés soit comme mal informés, (« si les français n'acceptent pas cette mesure, c'est parce que nous n'avons pas assez fait de pédagogie », sous-entendu « ou pire, parce qu'ils sont des veaux »), soit comme incapables de mesurer les enjeux et trop systématiquement contestataires des autorités ou « ingouvernables ».

Faut-il s'étonner alors que cela pousse le plus haut personnage de l'Etat à se positionner comme le décideur de tout, « omni-président » assisté de « collaborateurs » ministériels et de technocrates, dans le plus grand mépris du rôle des corps intermédiaires, des opinions publiques et des aspirations citoyennes, voire des révoltes populaires, traitées comme un simple problème « d'ordre public » à rétablir ? La violence de la répression étant directement issue de la violence faite aux institutions, les citoyens sont peu à peu ramenés au rang de sujets, écartés de la vie politique entre des consultations électorales aux options restreintes, fortement influencés par certains médias et leurs sondages téléguidés par une oligarchie financière toute puissante.



Parfois s'y ajoute le mépris des résultats des scrutins (constitution européenne ou dernières législatives). Cela conduit une partie croissante d'entre eux à se désintéresser de l'action politique démocratique et républicaine, en s'abstenant, en cédant aux fausses promesses extrémistes ou en donnant sans conviction leur voix au champion qu'on leur propose, incarnation de cette compétition politique délétère, en s'attendant à en être déçu. Beaucoup de votes expriment le rejet d'un camp sans vraiment être le soutien d'un autre.

La personnalisation du pouvoir

Tous les acteurs de la politique, qui se professionnalisent, et ceux qui gravitent autour d'eux (media, communicants, instituts de sondage, lobbies, voire associations et ONG) ont complètement intégré cette culture de compétition et la renforcent en s'y pliant ou en l'utilisant à leurs fins. « *Les débats sont analysés non pas sur le fond, mais sur la performance personnelle des candidats* » (Marc Lazar sur France Inter le 14 mai 2024).

Cela appauvrit sensiblement le débat public, puisqu'aucune personnalité, si brillante soit-elle, ne peut avoir la compétence d'une équipe plurielle sur tous les sujets politiques, économiques, techniques et scientifiques qu'exige la conduite d'un pays. La compétition entre les personnalités pousse donc à réduire le nombre de sujets à ceux qui mettent en évidence leurs différences, au besoin caricaturées.



Les élections présidentielles et législatives de 2022 ont même fait l'objet d'une surenchère dans cette personnification de la politique, Emmanuel Macron affirmant qu'il ne sert à rien d'avoir un programme et Jean-Luc

Mélenchon appelant à faire des législatives le tremplin de son élection comme Premier Ministre.

Les élections européennes de 2024, qui pourtant ne sont pas vraiment un tremplin pour les têtes de liste vers un destin national, ont été contaminées par cet effacement des projets derrière les combats de coqs. Pendant la campagne, la mauvaise information sur le scrutin des élections européennes 2024 en a été un exemple : *« Si la campagne demeure vivace dans notre paysage médiatique, elle est centrée sur les personnalités nationales, voire les forces partisans, bien plus que sur les équilibres politiques qui présideront effectivement aux destinées de l'Union »* estime le rapport de la Fondation Jean Jaurès (mai 2024).

Aux élections législatives de 2024, on a vu nombre de candidats et candidates du Rassemblement National se contenter de se montrer au côté du « gendre idéal » Bardella sur leurs affiches, sans faire de campagne électorale, sans tenir la moindre réunion publique, et gagner leur siège aisément, parfois malgré des prises de position très problématiques.

Centrer l'information politique sur l'analyse des chances et vertus d'une « figure incarnant » un projet est pour les acteurs politiques et les médias une facilité qui limite fortement l'implication des citoyens dans la démocratie, en réduisant leur rôle à l'approbation ou au rejet de candidats, au détriment de l'analyse des programmes et de la construction d'un projet de société commun, stratagème que n'ont pas manqué d'utiliser ... et utilisent encore les grands dictateurs de l'histoire.

Le choix des champions a pris le pas sur le débat des idées et entravé la démarche de coopération nécessaire à la construction d'une alliance durable. Les primaires en vue de l'élection présidentielle sont un point culminant de cette désastreuse culture de compétition, poussant les candidats et candidates d'un même camp à se critiquer ou se discréditer mutuellement, à surenchérir sur les concurrents avec des promesses inconsidérées qui, non tenues par la suite, renforcent le désintérêt des électeurs pour la politique. Et comme les discours électoraux ne sont soumis à aucune exigence de responsabilité cela autorise tous les excès et tromperies.

Les causes de la désunion des forces progressistes

En se pliant à cette culture de compétition, pendant plusieurs décennies, jusqu'aux élections de 2024, les organisations écologistes, démocratiques et sociales ont échoué à créer un rassemblement sincère, équitable, large et stable qui leur permette d'accéder au pouvoir ou de l'exercer durablement.

Chaque parti important compte sur le scrutin où il est plus performant en solo pour légitimer son exigence de leadership sur l'ensemble de ses éventuels partenaires et imposer ses leaders, ses équipes et ses options prioritaires. Ceux qui ont cru que l'union politique se faisait autour de la lutte contre la réforme des retraites se sont trompés. Elle s'est faite provisoirement et seulement parce qu'aucun parti n'avait la légitimité de prendre la tête d'une lutte qui était d'abord syndicale, tous étant tenus de se contenter d'un soutien (actif, mais réservé) aux manifestations populaires.

Avant même le résultat des élections européennes, sur la seule base des sondages qui promettaient le succès à son camp, Patrick Kanner assurait dans le Nouvel Obs : « *Ça ne sera pas neutre pour la suite* ». Le sénateur du Nord y voyait notamment l'occasion pour les socialistes de revendiquer la tête de liste dans plusieurs villes, en cas d'alliances nouées à gauche. Combien de fois ceux qui ont voulu participer à des alliances locales se sont d'abord vus imposer la tête de liste avant toute discussion sur le programme et la composition de l'équipe ? Pourtant les électeurs ont parfois invalidé ce choix en choisissant un autre nom pour le même programme.

Les effets de cette culture de compétition et de personnalisation exagérée de la politique ont perverti de plusieurs façons la relation entre les forces écologistes et sociales.

L'intransigeance

Chaque formation politique fait preuve d'une grande intransigeance sur ses propositions, pour mieux se démarquer de ses concurrentes, y compris du même camp. Chacune affirme ses propositions comme les seules possibilités de résoudre un problème et en promet la mise en œuvre à l'avance.

Il y a là une contradiction majeure de la part de ceux qui appellent à une VI^e République plus démocratique et s'expriment pourtant comme s'ils pouvaient demain diriger par décret royal pour mettre en œuvre leur programme préétabli. Pourtant, le retour à une vraie démocratie citoyenne et parlementaire, souhaitée par tous, suppose que ces mesures fassent l'objet d'un débat législatif et/ou public impliquant tous ceux qui se sentent concernés et prennent en compte la situation réelle au moment où la décision doit être prise.

C'est de cette façon que les éventuels désaccords, bien moins nombreux et moins insolubles que la compétition entre eux les pousse à le prétendre, devraient être surmontés par les partis progressistes, non par un affrontement des idées « en bloc » pour imposer la loi du plus fort, mais par la confrontation constructive des divers arguments, dont peut résulter une meilleure synthèse, en s'appuyant sur l'intelligence collective.

Cette intransigeance produit souvent des discours très clivants, parfois plus sévères contre des forces politiques compatibles que face aux adversaires politiques complètement opposés.

Il est regrettable que la recherche de compromis, s'il assure la cohérence des programmes, soit si souvent assimilée à une compromission avec des projets jugés a priori incompatibles. Cette notion de compromis est même vécue comme une faiblesse et ceux qui la prônent sont considérés comme des traîtres à leur parti.

Il est pourtant évident qu'il vaut mieux, du point de vue des citoyens, un progrès partiel dans une logique dynamique à développer dans l'avenir, pour améliorer leur vie quotidienne, en acceptant qu'une partie seulement des propositions de chaque partenaire soit intégrée dans le projet collectif, plutôt que l'hypothétique triomphe du programme intégral d'un seul parti. A force de leur faire attendre « le grand soir », les intransigeants condamnent ceux qui triment à se lever tous les matins pour vivre la même vie désespérante.

Jusqu'à présent, l'union ne s'est malheureusement réalisée que sur un programme limité à une soustraction de tout ce qui pourrait diviser, alors qu'il serait nécessaire de construire des solutions nouvelles par des débats contradictoires. Et s'il ne fallait qu'un argument pour les convaincre de

surmonter leurs désaccords, il suffirait de leur faire constater à quel point les forces réactionnaires sont, elles, capables de toutes les compromissions pour conserver le pouvoir d'exploiter le reste du monde à leur profit.

La recherche de l'hégémonie

Ensuite, la stratégie des plus puissantes formations politiques, cherchant systématiquement à s'assurer l'hégémonie sur toutes les organisations partenaires éventuelles, se traduit dans tous aspects de la construction d'une éventuelle alliance : négociations bilatérales en parallèle, arbitrages, maîtrise du calendrier, organisation des actions de campagne, distribution des rôles et des places éligibles, décisions majeures, priorités.

Cela entraîne une forte défiance entre les différentes composantes d'une éventuelle union, partis et organisations non-partisanes, voire personnalités de la société civile¹, due à la crainte de perte d'initiative et d'identité sous l'hégémonie d'un parti dominant. L'exercice de cet ascendant refoule les formations qui pourraient contribuer à une majorité parlementaire et qui pourraient apporter des propositions alternatives sur les solutions à apporter au même problème, sur les méthodes ou le calendrier de leur mise en œuvre.

Préserver leur singularité conduit donc certaines organisations politiques à se concentrer sur un « domaine réservé » de thèmes originaux et à le promouvoir en solo, ce qui multiplie l'émergence de « petits partis » spécialisés. La même logique prive le camp progressiste du soutien de mouvements, collectifs ou associations qui ne veulent pas voir leur démarche « récupérée » électoralement par un parti, alors qu'elles œuvrent dans le même sens et partagent la plupart des objectifs. La défiance vis-à-vis des « grands partis », liée à la peur de perte d'identité, empêche même certaines organisations de se positionner clairement sur l'échiquier politique et d'envisager des alliances, créant ainsi une sorte de « marais brumeux » d'errants faussement « apolitiques ».

Pourtant, toutes les organisations qui ont visé l'hégémonie sur « la gauche » y ont laissé leur crédibilité et se sont aliénés leurs anciens partenaires ou les ont affaiblis, laissant leur électorat se disperser en pure perte pour le camp

¹ Voir en page 32 l'extrait du texte de Patrick VIVERET sur la « société civile »

progressiste. Et certaines ont elles-mêmes fini par disparaître de l'histoire. Même la recherche en biologie nous indique aujourd'hui que la supposée « loi de la jungle », loi du plus fort qui s'impose aux autres, n'existe pas dans la Nature, mais que c'est la coopération qui y règne entre les espèces, animales et végétales. C'est l'équilibre interne entre tous les acteurs d'un ensemble qui garantit leur survie.

L'ignorance des « petits partis »

Le Nouveau Front Populaire a représenté une évolution par rapport à la NUPES malgré le délai très court laissé après la dissolution de l'Assemblée Nationale. Cette alliance électorale n'a pas été construite seulement sous l'égide et à l'initiative d'un parti dominant qui concédait des places à ses partenaires, mais a fait l'objet de négociations plus ouvertes entre les 4 partis principaux. Et surtout, elle a donné (un peu) de visibilité aux 19 partis et organisations qui ont voulu soutenir le NFP : on a vu leur liste en petites lettres sur les affiches de l'union. Mais sont-ils vraiment des « membres du NFP », sans reconnaissance explicite comme partenaires de plein exercice. C'est seulement au niveau local que certains groupes intègrent ceux d'entre eux qui souhaitent participer aux actions collectives, pour donner vie à un rassemblement plus large. L'union pourra-t-elle se passer de leur apport, lors des prochaines échéances ?

Une partie de l'électorat « sympathisant de la gauche écologiste et sociale », hésitant ou abstentionniste en attente d'une union vraiment large, sans hégémonie marquée, n'a pas été mobilisée par le NFP, ni par la NUPES, ni en faveur de J-L Mélenchon à l'élection présidentielle. L'intégration effective de ces formations politiques, même si elles représentent un faible pourcentage de votants, est indispensable au succès, parce qu'elle impliquera une évolution démocratique dans les relations internes à l'alliance et lui donnera une crédibilité accrue, remobilisant certains déçus ou indécis.

D'ailleurs les élections se gagnent souvent avec un très faible écart de voix qu'un « petit parti » a pu apporter. Par exemple, le score des écologistes aux européennes a été juste suffisant pour avoir des élus, grâce aux voix d'électeurs de partis qui ne pouvaient pas atteindre le seuil requis.

Les objectifs de notre démarche pour gagner

Dès que les conditions politiques seront réunies, il sera nécessaire de lancer les travaux pour une réforme constitutionnelle, pour au minimum corriger les défauts constatés de l'exercice du pouvoir dans le cadre présent et de préférence passer à la nouvelle Constitution d'une VI^e République. Mais force est de constater que ces conditions risquent de ne pas être réunies à court/moyen terme et probablement pas avant les prochaines échéances d'ici à 2027. Il est donc urgent et nécessaire, avant même des réformes constitutionnelles qui puissent les encadrer de façon pérenne, de proposer aux futurs partenaires de l'union politique progressiste un changement de leurs pratiques politiques, applicable dans les règles actuelles.

Nous proposons dans ce qui suit une démarche innovante, en rupture radicale avec cette logique de compétition délétère, fondée sur une culture de coopération, pour créer un rassemblement large, victorieux et stable des organisations démocratiques écologistes et sociales, qui redonnera confiance aux citoyens et citoyennes et permettra de barrer la route à l'extrême droite, à la droite extrême et même à cet « extrême centre » qui sévit sous Macron.

Premier objectif : Surmonter les difficultés qui empêchent de constituer un rassemblement large.

- Contrer la tentation hégémonique d'un parti sur les autres en évitant les négociations bilatérales successives à l'initiative d'un parti leader et en organisant systématiquement des échanges multilatéraux ouverts à tous ceux qui souhaitent être partenaires de l'union. Cela peut parfaitement se faire de façon progressive, en incluant dans les discussions les nouveaux partenaires au fur et à mesure de leur engagement.
- Lever les craintes de perte d'identité ou d'effacement de certains partenaires au sein de la coalition en assurant à chaque organisation, avant même le début de la distribution des places, des postes et des charges, une représentation minimale équitable suivant une clef de répartition juste, négociée et adaptable aux divers scrutins et dans le temps. L'Archipel des l'Ecologie et des Solidarités mène une étude sur les principes d'une telle clef de répartition et les conditions de sa mise en œuvre, qui sera publiée sur son site web, pour aider aux travaux collectifs.
- Rédiger une Charte qui expose, d'une part, le projet de société commun, les valeurs partagées, à détailler ensuite sous forme de programme, et, d'autre part, les règles de construction et de fonctionnement des listes de rassemblement, y compris les clefs de répartition des postes et des financements et un Conseil des sages paritaire, composé de personnes non-candidates issues de toutes les composantes, chargé de veiller au respect de la Charte et d'arbitrer les éventuels litiges.
- Ouvrir la représentation politique à des organisations et des personnalités de la société civile qui ne peuvent pas, dans le cadre des institutions et des règles de financement en vigueur actuellement, y accéder, pour ramener vers le débat politique des citoyens qui ont perdu confiance dans les partis et se sont tournés vers des organisations visant des objectifs spécifiques, pourtant intégrables dans le projet commun.

Deuxième objectif :

Remettre le pouvoir législatif au centre de la vie politique

- Replacer la campagne pour les législatives au centre de la stratégie d'union, puisque c'est le résultat de cette élection qui détermine l'orientation du prochain gouvernement, et redonner ainsi la primauté au législatif sur l'exécutif, en négociant d'abord un programme d'union, puis un accord de législature (politique, électoral et financier), avant de choisir les personnes les plus aptes à le porter à l'Assemblée Nationale.
- Choisir collectivement et annoncer avant ces élections une équipe gouvernementale pluri-partisane composée de personnalités compétentes pour que les électeurs sachent non seulement pour quoi, mais aussi pour quel gouvernement ils votent. Ainsi la distribution des postes de responsabilité ne sera plus ni le « fait du Prince », ni la conséquence de tractations politiciennes pour construire une majorité parlementaire après l'élection présidentielle, privilégiant les « équilibres » politiciens plutôt que la compétence des personnes.
- Redonner au seul gouvernement son rôle de conduite de la politique, sous le contrôle du Parlement, en faisant désigner par l'équipe gouvernementale la personne qui, en cas de victoire aux législatives, prendra la fonction de Premier Ministre, chef du gouvernement.
- Redonner à la Présidence de la République son simple rôle de garante des institutions, de l'application du programme d'union et de représentation de la France, en faisant élire par les membres de l'union une personne de haute valeur morale pour occuper ce poste.
- Promouvoir des modes d'élection plus innovants et démocratiques que le simple vote au scrutin majoritaire qui favorise les formations dominantes et ne permet pas un exercice complet de l'évaluation ou du rejet des candidatures ou des propositions par les citoyens.

Troisième objectif : Développer une culture de coopération

- Accepter que le programme de chaque partenaire ne puisse être a priori inclus intégralement dans le programme d'union et que chaque organisation puisse, en marge des campagnes ou des travaux d'union, exprimer ses exigences supplémentaires par rapport aux mesures agréées ensemble, sans pour autant remettre en cause les choix collectifs².
- Construire en commun un programme visant à atteindre les objectifs du projet de société exposé dans la Charte, en y intégrant les propositions et priorités partagées, puis les mesures à visée commune dont les modalités ou le calendrier font débat et les mesures de moyen-long terme ou celles qui ne peuvent être mises en œuvre avant certaines mesures prioritaires, ainsi que les moyens de les financer et un calendrier de mise en œuvre.
- Lister et argumenter les désaccords entre les partenaires et, s'ils ne sont pas résolus par des négociations préalables aux élections, préparer un débat parlementaire, voire une consultation citoyenne, s'appuyant sur une information complète et contradictoire sur chaque sujet.
- Diffuser les pratiques ainsi négociées au sein des instances locales des organisations partenaires, de façon à appliquer ces méthodes de construction de rassemblement pour toutes les échéances électorales locales en les adaptant à leurs spécificités.
- S'efforcer de désigner à tous les niveaux des élu.e.s représentant le plus fidèlement possible la structure de la société, en faisant notamment place aux catégories moins bien représentées habituellement.
- Impliquer le plus possible les citoyens dans l'élaboration des propositions ou des décisions, notamment au niveau local, mais aussi sur les sujets d'intérêt national, via la participation à des Conventions Citoyennes, à des préférendums³ ou à des référendums d'initiative citoyenne.

² Cette méthode pourrait être promue également dans le fonctionnement interne des partis, pour que les « courants » minoritaires puissent continuer à promouvoir des propositions complémentaires à la motion votée à la majorité, plutôt que les voir effacées du débat.

³ « Préférendum » : consultation où la question est posée de façon ouverte, non pas pour une réponse binaire (Oui / Non), mais avec plusieurs réponses possibles, proposées par diverses organisations et validées comme conformes aux principes de la Constitution, avant le scrutin.

Que faudrait-il faire pour y parvenir ?

Cette partie présente (au futur) des sous-objectifs opérationnels et suggère des dispositions qui devront faire l'objet de négociations au coup par coup, en fonction du type de scrutin et des partenaires présents, qui sont donc exprimées au conditionnel.

Prendre l'initiative de listes ouvertes

Nous devons d'abord lancer systématiquement pour chaque type d'élection des initiatives de « Liste Ouverte de Rassemblement » des forces progressistes, dont les règles de construction respecteraient les principes inscrits dans la Charte Commune et seraient appliquées sous le contrôle du conseil des sages constitué de personnes non-candidates issues des diverses organisations ou groupes partenaires de l'union qu'elles appartiennent à des partis politiques, ou pas. Plus ces initiatives seront multipliées, plus la culture de coopération prendra le dessus sur l'habituelle compétition des égos ou des partis et plus la capacité à s'unir deviendra évidente et efficiente.

Une telle initiative aurait été la bienvenue pour les élections européennes, à la fois pour entraver l'ascension électorale de l'extrême droite qui transforme ce scrutin en simple vote de sanction contre le gouvernement Macron, en évacuant du débat la plupart des sujets propres à l'Union Européenne et pour empêcher le gouvernement de jouer cyniquement la stratégie du « nous ou le chaos » en écartant les forces de gauche du débat sur les sujets de fond. Malheureusement, les rares appels à l'union sont restés lettre morte face aux stratégies traditionnelles des partis électoralement capables de concourir seuls, même si le résultat ne pouvait être que désastreux. Pourtant, c'eût été l'occasion de crédibiliser la création d'une alliance des forces écologistes et sociales, de redonner confiance aux électrices et électeurs en attente d'union et de préparer les échéances suivantes, survenues plus vite que prévu.

Il serait souhaitable de multiplier les initiatives citoyennes locales pour les élections municipales, pour crédibiliser la démarche, faire pression sur les états-majors partisans et servir d'expérimentation avant les échéances électorales de 2027 au plus tard.

En priorité négocier les clefs de répartition des postes et des financements

La représentation équitable au sein de l'union est la première et plus forte garantie donnée aux partenaires sur leur capacité à garder leur identité, à être entendus et impliqués dans les travaux communs et à obtenir une partie des financements.



Il sera donc primordial, avant toute discussion sur la (les) place(s) accordée(s) à chaque partenaire, de s'accorder sur sa représentativité et son apport potentiel. Les informations habituelles que sont les sondages d'opinion et résultats des élections précédentes ne sont pas pertinentes a priori pour fixer des valeurs correctes.

Les sondages aussi bien que les élections ne permettent pas à toutes les organisations partenaires d'être évaluées, surtout si elles ne sont pas à même de se présenter aux différents scrutins. Et un certain nombre d'électeurs votent par défaut pour un parti présent dans la consultation, vu que celui qui a leur préférence n'y figure pas, ou bien s'abstiennent. Aussi, la seule prise en

compte de ces sondages entraînerait le renforcement de la domination de quelques partis déjà « installés » dans le système électoral et empêcherait le renouvellement et l'enrichissement du paysage politique. Il faut donc être innovant.

En attendant que, dans l'avenir, soient mis en place des types de sondage différents, non pas attachés aux listes électorales, mais aux organisations elles-mêmes présentes dans le temps long sur la scène politique, il y aurait lieu de négocier une représentation de ces partis égale à celle qu'ils obtiendraient « en y allant seuls », tout en réservant une représentation minimale aux partis plus marginaux qui seraient susceptibles d'augmenter le score de l'union, grâce à un effet amplificateur lié à la remobilisation d'électeurs auparavant déçus de l'absence d'union.

Des modèles évolutifs de clefs de répartition des postes et des financements devraient donc être proposés pour chaque type de scrutin et validés en commun avant toute désignation des candidat.e.s. Plusieurs solutions pourraient être envisagées pour évaluer la représentativité réelle et l'adhésion des futurs électeurs aux programmes ou aux candidatures. L'objet de ce Manifeste n'est pas de proposer et encore moins d'imposer un choix, mais d'inciter à développer une réflexion collective sur ce sujet et à le traiter comme un élément préalable fondamental de la construction des futures alliances.

Le programme d'abord, les porteurs ensuite

Pour assurer la cohésion de l'union et la cohérence des mesures proposées, il est primordial de construire collectivement un accord sur le programme d'union et de reporter tout débat sur le choix des personnes, en particulier celui de la tête de liste, jusqu'à ce que ce travail préliminaire soit terminé. L'histoire récente du NFP a montré que l'établissement d'un programme d'union n'est pas la partie la plus difficile des négociations, surtout si ce travail est entrepris à l'avance, voire entretenu en permanence entre les échéances électorales, puisqu'il y existe une assez grande convergence des propositions sur les sujets sociaux, environnementaux et institutionnels. Et le cumul des meilleures propositions de chaque partenaire qui ne soient pas

contradictoires avec l'ensemble constituerait déjà à l'évidence un excellent programme.

Il sera cependant nécessaire d'adopter de nouvelles méthodes de traitement des désaccords sur certains sujets sensibles, pour éviter l'imposition du choix du plus fort à l'issue d'une guerre d'influence entre partenaires.

Au contraire, la confrontation des différents points de vue et arguments permettra d'améliorer l'information de tous et de créer des compromis rationnels, en écartant les positions purement idéologiques. Si les discussions n'aboutissent pas à une position commune claire, il serait plus correct de renvoyer le débat et la décision finale au futur débat parlementaire ou à une consultation nationale. De plus, dans les cas les plus délicats, cette démarche inciterait à recourir à des expérimentations et à leur évaluation sérieuse, méthode souvent laissée de côté par des personnalités gouvernementales plus soucieuses de « laisser leur marque » que du bien commun à long terme.

Il incombera à chaque organisation partenaire de choisir des personnes compétentes pour constituer l'équipe qui élaborera cette plateforme programmatique commune, dans le respect des équilibres et des compétences. Une fois ce programme fixé, la logique voudrait qu'on recherche les personnes les plus aptes⁴ et prêtes à le défendre. C'est l'application du principe : « le programme d'abord, les porteurs ensuite ». Et ce principe devrait prévaloir à tous les niveaux de scrutin, depuis les équipes municipales jusqu'aux membres du gouvernement et aux plus hautes fonctions de l'Etat. De plus, il faudra veiller à centrer la communication sur l'équipe constituée plutôt que mettre en avant certaines personnalités qui en font partie.

⁴ Evidemment, les critères d'aptitude pourraient être variables en fonction du type de scrutin, comme un ancrage local aux municipales ou une connaissance élevée des dossiers pour les ministères. Ils seraient à négocier et à fixer dans la Charte encadrant les accords de rassemblement pour chaque scrutin.

Un accord de législature / mandature

Pour chacune des prochaines échéances électorales à venir, un accord de législature ou de mandature devra être négocié lors de discussions multilatérales incluant tous les partenaires de l'union, qui s'engageront à le respecter. Il devra porter sur les aspects politiques, via la partie « Objectifs » de la Charte, qui exposera le projet de société commun, et ensuite via le soutien au programme d'union. Il portera aussi sur les aspects électoraux et financiers, via la partie « Organisation » de la Charte. En particulier, les dispositions relatives aux clefs de répartition devront être négociées et agréées pour fixer le nombre de places éligibles, incertaines ou non-éligibles attribuées à chaque organisation partenaire et aux personnalités de la société civile intégrées à la liste.

Il devrait aussi imposer à chaque partenaire l'obligation de se conformer a priori au sein de sa partie de liste à des critères justes de représentation sociale, professionnelle, géographique, générationnelle au moins, même si des ajustements à la marge pourraient ensuite être négociés d'un commun accord. Un « Conseil des sages » ou « Comité d'éthique » devrait superviser le respect de la Charte et arbitrer les difficultés non-anticipées.

Les participations minimales au financement de la campagne devraient être fixées par la clef de répartition des frais, sans interdire aux organisations partenaires de contribuer au-delà de leurs obligations, en échange d'un remboursement égal à leur contribution en cas de succès. Les dons des particuliers soutenant la liste de l'union pourraient être pris en compte pour compenser le manque de fonds lié à la présence de personnalités de la société civile sur la liste.

Un gouvernement d'avance

La durabilité, la crédibilité et la stabilité de l'union devrait être assurée par la constitution, avant les élections législatives et présidentielle, d'un « gouvernement d'avance », constitué de personnes jugées compétentes et aptes à mener la politique prévue dans le programme.

Etant donné qu'au long d'une législature, plusieurs ministres sont en général successivement nommés au même poste, il pourrait être envisagé de désigner un petit groupe de personnes, par exemple un trio élu au jugement majoritaire, qui pourraient se succéder à ce poste si nécessaire, tout en étant associées aux travaux pendant qu'une autre personne de ce groupe est aux affaires. Cela assurerait une plus grande continuité et cohérence à l'action politique, mais aussi une représentation plus large et équilibrée des partenaires dans le gouvernement.

A l'issue de la constitution de ce « gouvernement d'avance », tous ses membres seraient appelés à désigner au jugement majoritaire, un couple paritaire de deux organisations différentes, appelé à solliciter ensuite les postes de 1er Ministre et de Président.e de la République. On pourrait imaginer d'élargir ce processus de désignation à d'autres personnes pressenties pour la Présidence de l'Assemblée Nationale, du CSE, du Sénat et de la Convention pour la Réforme des Institutions ou de l'Assemblée Constituante.

Une Présidence discrète

Le changement de culture politique passera par une pratique différente des rapports entre le gouvernement et la Présidence de la République, dès à présent et sans attendre un éventuel changement de Constitution, qui prendrait en compte cette évolution. Cette nouvelle mandature présidentielle devrait être vue comme une période de transition et d'expérimentation pour changer la logique de l'exercice de cette responsabilité.

La personne chargée d'exercer la plus haute fonction de l'Etat à l'issue de la prochaine élection présidentielle devrait s'engager à respecter strictement l'esprit des dispositions de la Constitution actuelle qui attribuent la responsabilité de la conduite de la politique de la France au gouvernement et à sa Première ou son Premier Ministre. Elle devrait donc limiter ses interventions à la défense des institutions et notamment des libertés publiques, à rendre des avis qui rappellent les engagements pris par l'union et l'éthique de l'action publique, dans le respect du dialogue social, à superviser, en accord avec le gouvernement et le Parlement, la politique de défense, et à représenter la France à l'extérieur, en coordination avec le gouvernement.

Il s'agit d'une évolution de cette fonction vers l'exercice d'une autorité morale plutôt que d'une direction opérationnelle, bien que celle-ci doive perdurer en partie aussi longtemps que la France disposera de l'arme nucléaire. Cela devrait pacifier en partie la vie politique et atténuer les effets de la culture de compétition, en dissociant l'accès à cette fonction de l'ambition d'une carrière politique aboutissant à un pouvoir démesuré.

Ce changement du rôle de la Présidence de la République apparaît comme le pivot d'une évolution de long terme de la culture politique autant chez les citoyens qu'au sein de la classe politique et des médias. C'est pourquoi il nous semble essentiel que le choix de la personne candidate à ce poste lors de la prochaine échéance se fasse sur sa crédibilité à prendre et respecter un tel engagement.

Conclusion

Peu à peu monte en puissance le rejet de « la politique à papa », fondée sur une culture de la solution « prête-à-voter » portée par des personnalités prétendument charismatiques soutenues par une lourde logistique de partis dominants.

Cessons d'attendre des partis politiques qu'ils nous offrent « sur un plateau » la solution à tous nos problèmes, plus motivés par la domination de leur camp et le soutien des ambitions de leurs leaders que par le bien commun et la préservation de la vie et la paix sur terre.

Nous, citoyennes et citoyens, sommes ceux que nous attendions. A nous désormais de prendre notre avenir en main et de promouvoir une culture de la coopération pour mettre fin à cette compétition qui ne profite qu'aux puissants et aux extrémistes et abandonne à leur sort les catégories défavorisées.

De nombreuses initiatives convergent en ce moment vers une offre politique porteuse d'une démocratie plus solidaire, innovent sur le « faire ensemble » et avancent des propositions concrètes à tous les niveaux d'action. Trop parcellaires et surtout dispersées, elles ne parviennent pas encore à « changer la politique » et les partis les considèrent seulement comme un réservoir de voix qu'il faut enrôler et non comme un mouvement de fond qui les obligerait à évoluer.

Pourtant, en reliant toutes ces démarches, nous pourrions parvenir à élaborer une structure unitaire équitable et à créer un nouvel élan citoyen porteur en faveur de cette reprise en main de l'action politique. Nous proposons aux organisations non-partisanes, mouvements et collectifs citoyens de s'associer pour devenir, avec l'appui d'un grand élan populaire que nous devons simultanément mobiliser, le « tiers de confiance » capable d'organiser la coopération de tous, individualités, groupes associations ou partis, prêts à contribuer à cette transformation.

Préparons-nous dès à présent à promouvoir cette démarche coopérative pour les élections municipales et à en démontrer ainsi la pertinence en vue des échéances législatives et présidentielle.

Nous appelons toutes les personnes et toutes les organisations motivées par ce sursaut et cette rénovation démocratique à se concerter et à unir leurs efforts. La première étape pourrait être de créer une « maison commune » qui soit autogérée à la façon d'une structure dite en archipel par les partenaires de l'union, au sein de laquelle le cadre de mise en œuvre de ce projet alternatif pourrait être élaboré en détail.

L'avenir est ouvert à une démocratie continue et largement inclusive.

Tout reste à construire ensemble. Réveillons-nous !

Nous en serons : **Groupe Alternative 2027 de l'Archipel de l'écologie et des solidarités**
et (vous ?)

Ce Manifeste peut être commandé, via le lien suivant, avec un tarif dégressif en fonction du nombre d'exemplaires commandés :

<https://www.helloasso.com/associations/association-de-gestion-financiere-de-l-archipel-de-l-ecologie-et-des-solidarites/collectes/publications-de-l-archipel-de-l-ecologie-et-des-solidarites>

Ce lien se trouve également sur la page d'accueil du site de l'Archipel :

<https://archipel-ecologie-et-solidarites.fr/>

L'adhésion à l'archipel de l'écologie et des solidarités est à prix libre à partir de 10 €. Pour plus d'informations, envoyez un mail à l'adresse suivante :

archipel-ecosol-finances@framalistes.org.

Extrait de « Propositions pour éclairer nos échanges » Patrick VIVERET

... Il est essentiel de caractériser ce que l'on peut appeler une « **société civique** » qui allie potentiellement trois composantes :

a) la société civile transformatrice : par ex. la partie du mouvement syndical, des associations, des entreprises, des mouvements culturels et éducatifs qui inscrivent leur projet et leur action dans une perspective transformatrice (de mutation écologique, de justice sociale, de développement démocratique) et prend en compte les enjeux politiques dans cette perspective, mais dans un rapport au pouvoir qui est en « **pouvoir de** » création démultiplié par la coopération plutôt qu'un « **Pouvoir sur** » de conquête et de domination ...

Une bonne partie des ONG fait partie de cette société civique ainsi que des grandes plateformes collaboratives (Pacte du pouvoir de vivre, Fondation pour la Nature et l'Homme, Alliance écologique et sociale, Collectif des Transitions citoyennes), la partie transformatrice de l'économie et des entreprises (l'ESS, l'économie de la fonctionnalité et de la coopération, l'économie régénératrice) et bien sûr les Archipels ...

Il est clair que cette « société civique » est traversée par des divergences tout comme la société politique classique mais son rapport différent au pouvoir peut lui permettre de dépasser un certain nombre de contradictions liées à la société politique organisée autour de la compétition et d'un pouvoir à prendre lors d'élections le plus souvent, parfois de révolutions ou de coups d'état.

b) la société politique traditionnelle (militants, élus, partis, Etat) au sein de laquelle un nombre croissant d'acteurs comprend que le politique ne peut plus répondre aux grands défis de la période s'il s'organise principalement en vue de la compétition pour le « Pouvoir sur », qui génère des comportements de soumission (ou de dépression) chez les autres acteurs et une « démocratie discontinue » délégative et non représentative. Avec eux, une alliance privilégiée est possible et souhaitable.

c) la société médiatique, au sein de laquelle se joue un conflit majeur non seulement d'opinions et de projets (aujourd'hui par exemple les médias soutenus par les courants d'extrême droite) mais aussi de statuts (secteur public en recul face aux privatisations croissantes) et de comportements (appui à l'information et la délibération ou réduction à la communication-marchandise voire à la manipulation comme ce peut être le cas par exemple dans nombre de réseaux sociaux).